

Cl. Heynigens

L'ŒUVRE

« Il n'y a pas de censure. »

Parole de M. ARISTIDE BRIAND.

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-51
Aucun minuit : GUT. 59-59

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Une note discordante

Nous sommes vraiment possédés de la manie égalitaire. C'est elle qui a encouragé les commérages à la suite desquels on a couvert d'un képi le chef d'un tas de braves gens, maintenant occupés à se tourner les pouces devant une feuille de papier toute blanche. Cela, malheureusement, au détriment de la production nationale. C'est elle encore qui incite de braves journaux à imprimer ce titre sensationnel : *Les officiers d'état-major au front. Plaudite, cives !* la victoire d'Erzeroum n'est pas annoncée en plus grosses lettres.

En généralisant dans cette formule les prescriptions d'une circulaire ministérielle, on risque de répandre dans le public cette idée que tous nos officiers d'état-major ont constitué, jusqu'à présent, une catégorie d'embusqués auxquels le bruit des obus serait resté totalement inconnu.

Les listes de citations et les bulletins funèbres protestent contre une pareille interprétation.

Quant aux fatigues et aux privations, j'estime que ces officiers les subissent autant que leurs camarades de la troupe; quelquefois plus, car ils n'ont pas auprès d'eux les hommes avec lesquels ceux-ci vivent et qui leur épargnent bien des soucis matériels. Il ne faut donc pas confondre les états-majors de brigade, de division et même de corps d'armée avec ceux du grand quartier général et ceux des quartiers généraux d'armée, de groupes d'armée ou des services d'étapes et autres.

Je pourrais citer tel officier de l'état-major d'une division auquel son chef, après l'avoir tenu quatre jours debout, faisait quatre heures de sommeil ! C'est pourquoi, d'accord, je crois, avec M. Charles Humbert, qui borne ses desirs à l'envoi dans les corps de troupe des officiers des grands états-majors, je voudrais que la circulaire du général Gallieni étendit aux divisions et aux corps d'armée l'exception qu'elle limite aux brigades.

Réduites à ces grands états-majors, les prescriptions ministérielles seraient plus facilement applicables. Le ministre n'aurait pas besoin d'accorder, comme il le fait, un délai de six mois pour leur exécution. Six mois ! c'est plus que suffisant pour qu'une circulaire tombe en désuétude. Je me défie, d'ailleurs, beaucoup de l'article 3 qui, en admettant le maintien des officiers nécessaires à la bonne exécution du service, ouvre la porte à toutes les faveurs. Nous les connaissons, ces nécessités, qui firent maintenir jadis à Paris, envers et contre tous, toujours les mêmes !

Et puis, ce stage d'un trimestre dans la troupe ne nous dit rien qui vaille. N'est-ce pas le moyen donné, à ceux qui n'en ont pas eu encore l'occasion, d'aller chercher dans les tranchées grades et décorations ?

Une mutation ordinaire permettait bien auparavant de le faire, mais cette mutation était définitive. Une fois dans la troupe, il fallait y rester. Maintenant, on peut être sûr, après une petite promenade de trois mois, de revenir, comblé de gloire et d'honneurs, reprendre ses tranquilles habitudes dans quelque demeure seigneuriale.

Me sera-t-il enfin permis de dire que, si on estime que les officiers en question ont beaucoup à apprendre au contact de la troupe, leur instruction se fera peut-être un peu aux dépens de celle-ci. Or, les erreurs qui se paient avec du sang coûtent bien cher ! Je ne vois pas la peau de nos poilus servant de matériel d'école à nos états-majors.

Général Verraux

Les mufles

LES PATAQUET

Les Pataquet sont des gens charmants dont la guerre a nécessairement contrarié les habitudes. Ils sont d'ailleurs persuadés que la guerre n'a été faite que pour les embêter.

Non pas que les Pataquet, quinquagénaires, aient un fils, un gendre, un père ou un neveu au feu : non ! les Pataquet sont seuls dans la vie, ils ont de l'argent liquide et tout ce qu'il faut pour attendre les événements avec une seule fièvre patriotique. Mais ce n'est pas de cette fièvre qu'ils souffrent. Et cependant ils souffrent, c'est incontestable, puisque M. Pataquet, qui n'avait pas de nerfs, entre maintenant dans des colères imprévues et que Mme Pataquet montre un visage serré et dur quand on lui parle des combattants. Les Pataquet trouvent que la guerre est trop longue, cette guerre qui a jeté le trouble dans leur vie égoïste et inutile de rentiers indépendants.

Les restaurants où ils dinaient le dimanche n'ont plus d'attraits, parce que les garçons mobilisés ont été remplacés par des inconnus ; les théâtres sont sans intérêt, avec leurs reprises perpétuelles ou les revues bourrées d'allusions d'un chauvinisme bête, mais qui les exaspère. Quelle guerre ! Madame ne reçoit plus son journal de modes — qui était boche, comme par hasard — sur lequel elle faisait copier les modèles de Mlle Sorol par une petite couturière ! Quelle guerre ! Les rues sont plongées dans l'obscurité et l'on ne trouve plus de taxis pour rentrer le soir !

Nez à nez, sous la lampe, après un repas sommaire — la vie chère ! quelle guerre ! — M. et Mme Pataquet se rongent.

Et comme la bonne sert le tilleul en reniflant des larmes parce qu'elle est sans nouvelles de son poilu, M. Pataquet éclate :

— Vous n'allez pas nous f... la paix, avec votre figure à l'envers ? On ne peut pas même être tranquille chez soi sans voir quelqu'un qui vous rappelle leur guerre, leur sale guerre ! Si ce n'était pas ridicule de pleurer, croyez bien que Madame Pataquet et moi, nous n'arrêterions pas. Nous avons plus de raisons que vous de nous lamenter, nous !

Et Mme Pataquet approuve en hochant la tête, l'œil posé sur un tableau du salon qui est une copie des *Dernières Cartouches*, et qui exaltait le patriotisme de Pataquet — avant la guerre !

Les bistros ivres

La vente de l'alcool et du « café aromatisé » nous a suggéré, avant-hier, des réflexions que peut-être nos lecteurs n'ont pas oubliées.

Voici que la *Revue viticole*, indignée, proteste contre notre protestation. La *Revue viticole* n'est pas une mince gazette ; c'est un organe important, qu'on trouve, paraît-il, sur le bureau (j'allais écrire sur le comptoir) de tous les gros commerçants en vins et spiritueux. Son avis compte donc. Nous nous faisons un devoir de le soumettre à nos lecteurs :

Le cabaret, symbole de la Démocratie, n'est naturellement pas en faveur dans la période d'autorité respectable et nécessaire que nous traversons.

Une certaine caste mène contre la démocratie viticole une furieuse campagne, à laquelle l'alcool sert de prétexte, mais dont la véritable cause est très différente. Cette cause, c'est la peur de la Liberté que sauvegarde le débit de boissons, où le peuple échange ses idées.

En somme, le débit de boissons, c'est toute la République, tout ce qui reste de la Révolution française — voilà pourquoi quelques-uns veulent le détruire.

En détruisant le commerce des boissons, c'est la République que l'on veut frapper, mais on tape à côté, sur des conservateurs, sur des libéraux, sur d'honorables négociants de toutes les opinions.

Et après avoir stigmatisé avec l'indignation convenable la campagne de l'Œuvre contre la « bistrocratie », la *Revue viticole* ne craint pas d'ajouter :

La courageuse séance de la Chambre des Députés, à propos des débitants de Marseille, a donné lieu dans quelques journaux, à des commentaires regrettables dont le commerce des boissons est encore ému.

L'attitude du gouvernement a été parfaite et nous regrettons qu'une partie de la presse ne s'inspire pas davantage de la très sage réserve ministérielle.

Comment veut-on obtenir toute la déférence désirable quand les marchands de boissons en détail sont quotidiennement maltraités dans les journaux ?

L'Œuvre attend l'occasion de défendre le vin contre la *Revue viticole*.

L'inutile Mystère

Vous rencontrez un gros commençant, très honorablement connu « sur la place », et vous lui posez distraitemment la question rituelle :

— Ça va, le commerce ?
— Non, dit-il, ça ne va pas fort. Mais que voulez-vous ? C'est la guerre !
— Et la guerre vous a fait beaucoup de tort ?
— Ma foi, je n'en sais rien.
— Comment ! Vous n'en savez rien ? Vous ne savez pas à combien s'élevont vos pertes ?

— Je l'ignore complètement. D'ailleurs il vaut mieux, paraît-il, que je n'en aie pas connaissance. Et, pour mieux réussir dans mes affaires, je ne tiens plus aucune comptabilité...

Il est certain, n'est-ce pas, que si un commerçant quelconque, gros ou petit, vous tenait ce langage ahurissant, vous ne manqueriez pas de vous dire en le regardant avec compassion : « Le pauvre homme ! Encore un que la guerre a rendu fou ! Si riche qu'il soit, avec une pareille conception des affaires, sa ruine est inévitable... »

Gardons-nous d'en tirer la même conclusion, mais n'est-ce pas exactement de même que la France juge inutile de faire ses comptes ?

Sans doute, de temps à autre, M. Ribot nous dit bien à quelques milliards près ce que nous coûte la guerre. Il nous dit au moins ce qu'elle nous coûte en argent. Mais qu'est-ce que la perte d'argent auprès de l'autre ? Si forte que soit l'addition, ce n'est pas celle-là qui sera la « douloureuse »...

De quelle hécatombe sera payée la victoire ? Combien la France a-t-elle déjà perdu de ses fils ? C'est la première, sinon la seule question qui nous tienne au cœur ; et l'on continue à ne pas vouloir y répondre...

Pourquoi ? Les Allemands ne craignent pas plus de publier leurs pertes que les communiqués de notre Etat-Major. Nous savons aussi les pertes anglaises, les vertes russes. Pour quelle raison juge-t-on nécessaire de nous cacher les nôtres ? Sommes-nous moins capables d'en ressentir une émotion vengeresse ! A-t-on peur de nous démoraliser ? Ou de renseigner l'ennemi ?

Puériles précautions, qui ont toujours même résultat ! Voici qu'un journal américain, le *New-York Times*, publie le total des pertes françaises :

Le journal d'Amérique tient ces chiffres, dit-il, du député socialiste Jean Longuet, qui, l'autre semaine, assistait au congrès ouvrier de Bristol. « C'est la première fois, ajoute notre confrère, que ces renseignements nous viennent d'une source française. »

Le député Longuet n'a pu tenir ces propos à la légère, et il a trop d'amis dans le gouvernement pour ne pas être sûr de ce qu'il avance. Dès lors, comment ce pauvre M. Gautier va-t-il s'y prendre pour empêcher le monde entier de savoir la nouvelle ? Et si le monde entier la sait déjà, resterons-nous les seuls à l'ignorer, nous qu'elle intéresse le plus ?

Même quand il s'agit de cet effroyable sujet, Anastasie trouve encore le moyen de paraître bouffonne...

Gustave Téry

Propos d'un grincheux

C'est à cause de la gauche...

Les censeurs doivent être, à l'heure où j'écris, bien fatigués. L'abeille maligne les a surpris tailladant les journaux du matin. Le crépuscule les a retrouvés cisailant les journaux du soir. Heureusement, pour leur goûter, ils ont eu une aimable surprise : le Temps entreprenait de justifier leur tâche sacrée. Voici : il paraît que « certains journaux » compromettent le gouvernement « aux yeux des groupes de gauche ».

Horreur ! sacrilège ! quoi ! oser ! Aux nouvelles qu'on apporte, il ne faut pas que pleurent les beaux yeux des groupes de gauche. Et clic ! coupons l'article de Capus ! Et clac ! voilà celui de Berthoulat par terre. Bailby donne plus de souci. Son article est mis en dentelle. Gardez vos habits roses, groupes de gauche, et vos satins brochés.

Tout de blanc habillés, nous crierons désormais : « Vive le Parlement ! Vive Brison ! Vivent les groupes de gauche ! » Sans quoi « le Temps nous en prévient » n'aurait « un malaise qui s'est

Hors de France

DE LONDRES A PARIS

Aujourd'hui arrivent à Paris les vingt-cinq délégués britanniques à la commission interparlementaire qui va fonctionner à partir de lundi. Ce sont des *gentlemen* considérables. On y voit des banquiers, des directeurs de railways, des filateurs, des professeurs, des diplomates et pas un seul avocat ! Je voudrais qu'on pût en dire autant des nôtres...

On va pouvoir travailler : on ne sera que cinquante. Je crains davantage, je l'avoue, l'arrivée, annoncée pour le mois de mars, vingt-cinq délégués de la Douma et de vingt-cinq délégués de Montecitorio... parce qu'alors on sera cent ! C'est beaucoup ! J'espère bien que ces cent parlementaires ne vont pas se mettre à baragouiner chacun dans leur idiome national, comme une volière de perroquets. On parlera français. Pourvu seulement que les Russes et les Italiens n'aient pas, par préoccupation polyglotte, choisi uniquement de beaux parleurs !

Mais je ne puis m'empêcher de trouver bizarre l'idée de siéger à tour de rôle dans les principales villes de France, puis d'Angleterre.

Nos vingt-cinq *gentlemen* britanniques n'auront pas plus tôt tenu trois séances à Paris qu'on les embarquera vendredi pour aller siéger un jour à Bordeaux.

Il s'agit avant tout d'unir les capitales. On pouvait remettre à plus tard de découvrir la province. A vouloir mener de front l'analyse et la synthèse, vous verrez qu'on ne fera ni l'une ni l'autre, mais des valises, des banquets et des discours horriblement vagues. Que diable allez-vous faire à Bordeaux ?

Or, sus ! le temps presse, gentlemen ! L'Allemagne, elle, travaille fiévreusement à réaliser son bloc économique de l'Europe centrale, mais tout se trame entre Berlin, Vienne et Budapest. Le bourgmestre de Vienne pousse à la roue : un même tarif pour 120 millions d'hommes ! La ligue des industriels hongrois renâcle encore devant l'idée d'être dévorée par l'industrie allemande, mais on est occupé à lui trouver des compensations ou à lui fermer la bouche. La *Tägliche Rundschau* et la *Kölnische Volkszeitung* considèrent déjà la chose comme faite : au lendemain de la guerre, un syndicat de vente et d'achat formidable se dressera comme un rocher au centre de l'Europe divisée et tatonnante.

Maurice de Waleffe

pas favorable à la défense nationale ». Du moment où les intérêts de la défense nationale sont liés à la tranquillité des groupes de gauche, nous serions de mauvais patriotes en inquiétant les groupes de gauche. Vivent les groupes de gauche ! Vivent les groupes de gauche ! vous dis-je.

Mais vous me demanderez peut-être pourquoi ce qui scandalise les groupes de gauche ne scandalise pas les groupes de droite et les groupes de gauche. Le Parlement n'est-il pas indissolublement lié par l'Union sacrée ? Chut ! voulez-vous vous taire ! Pensez-vous me faire crier : « Vivent les groupes de droite ? » Je ne tomberai pas dans ce piège. Vivent les groupes de gauche !... les seuls qui puissent protéger et garder le gouvernement — et le renverser.

Albert Savarus

P.-S. — La censure éperdue a supprimé hier avec un grand soin, dans le *Petit Parisien*, le nom d'une ville française que les Allemands, à en croire M. Jean Dupuy, se proposent d'attaquer. Mais comme elle n'a pas touché à la carte qui illustre l'article, je la prévient humblement que toute sa besogne est à refaire.

Les Séquestres boches

Un certain Duez avait, avant la guerre, jeté quelque discrédit sur ceux dont il était le collègue. La liquidation des congrégations tout entière et l'évaporation du fameux milliard ne les avait pas mieux servis. On ne manqua pas, dans le public, quand on vit séquestrer les biens austro-allemands, de se demander si on allait à nouveau les liquider entre un certain nombre de privilégiés au détriment de la collectivité.

Mais on était injuste. Duez fut une brebis galeuse dans un troupeau qui ne fut pas contaminé. Et si de regrettables pratiques avaient contribué à faire de la précédente liquidation un gaspillage effréné, si de trop nombreux procès avaient profité à trop d'intermédiaires, on dut bien vite se rendre compte, cette fois, qu'il en serait tout autrement.

D'abord il ne s'agissait pas de liquider, mais de conserver. Et des circulaires nombreuses, précises, sévères, fixèrent les devoirs des séquestres désignés. Ils conservèrent.

Mais ce fut alors une autre inquiétude. On conservait pour qui ? Pour les Boches ? Pendant que ces sauvages ennemis détruisaient, brûlaient, pillaient tout dans nos pauvres régions envahies, nous allions pieusement — stuprément, ponctuellement certains ; criminellement, disaient les plus violents — mettre à l'abri d'une emprise française tout ce qu'ils avaient laissé chez nous avant de partir nous combattre ? On en arrivait à regretter le système adopté pour les congrégations. Au moins c'eût été des Français qui auraient profité de la liquidation.

Il n'est que trop certain que bien des séquestres ont compris leur mission de telle façon que les intérêts légitimes de Français se sont trouvés lésés et que ces séquestres les ont méconnus comme ne l'eussent peut-être pas fait nos ennemis eux-mêmes. Je sais le cas, dans une grande ville de province, d'un pauvre garçon, gérant de la succursale d'une manufacture allemande d'orfèvrerie, qui s'est vu renier de son emploi par le séquestre, après fermeture de la maison, et à qui celui-ci refusa énergiquement la restitution de son cautionnement : cinq mille francs, une fortune pour lui.

De pareils exemples se sont multipliés en France. On a pu craindre qu'il en fût de même partout. A Paris, où tant d'intérêts et de biens austro-allemands se trouvent aux mains des séquestres, allait-on assister à ce spectacle décourageant ? Certaines plaintes étaient parvenues à notre rédaction sur les difficultés rencontrées par les créanciers français d'une entreprise allemande pour se faire payer leur incontestable dû. L'une d'elles a été publiée ici-même. Elle a provoqué, d'ailleurs, une protestation autorisée.

Il est donc intéressant de faire connaître à nos lecteurs l'organisation, les principes directeurs et le but de cette mainmise opérée légalement sur tout ce qui, en France, est allemand ou autrichien ; de rechercher ensuite si les craintes de ceux qui voient dans les séquestres de trop ardents protecteurs des intérêts ennemis au détriment des intérêts nationaux sont justifiées ou sans fondement.

Aucune loi non plus qu'aucun décret n'ont ordonné explicitement la mise sous séquestre des biens austro-allemands se trouvant en France. Cette mesure, qui a pris de si grands développements, est d'origine non point légale, mais judiciaire.

Un décret du 27 septembre 1914 se bornait à interdire tout commerce et toutes relations avec des sujets allemands ou austro-hongrois, et à annuler tous actes et contrats passés avec eux. Le 2 octobre suivant, le président du tribunal civil du Havre, interprétant le décret et invoquant l'intérêt national, rendit une ordonnance par laquelle il faisait « saisir toutes les marchandises de quelque nature qu'elles fussent » appartenant à une maison allemande et entreposées dans les docks du Havre. Le mot de séquestre ne figurait pas dans l'ordonnance mais, en fait, les détenteurs des marchandises avaient mission de les conserver « jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné ».

Par une circulaire du 8 octobre, le garde des sceaux — alors M. Briand — communiquait cette sentence à toutes les cours d'appel en indiquant qu'elle lui paraissait de nature à « faire jurisprudence ».

Une nouvelle circulaire du 13 octobre

1914 invitait les autorités judiciaires à « faire procéder à la saisie et à la mise sous séquestre (le mot apparaissait pour la première fois) de toutes marchandises, de tous deniers et, généralement, de toutes valeurs mobilières et immobilières dépendant des maisons allemandes, autrichiennes et hongroises pratiquant commerce, industrie ou agriculture en France, « que ces maisons eussent cessé ou non leurs opérations depuis la déclaration de guerre ».

Telle est l'origine des séquestres. Leur mission jusqu'ici a été limitée à des biens et intérêts austro-allemands. C'étaient, en effet, les termes mêmes du décret du 27 septembre 1914 qui, si non institué, du moins inspiré cette mission. Mais, depuis, une loi est intervenue pour sanctionner les prescriptions de ce décret. C'est la loi du 4 avril 1915 qui s'applique, tant par son titre que par les termes de son article premier, à tous « les sujets d'une puissance ennemie ». Au nombre de ceux-ci sont, à n'en pas douter, les Ottomans et les Bulgares. Si leurs biens et leurs intérêts en France sont loin d'avoir les proportions de ceux des Austro-Allemands, ils ne sont pas à dédaigner. On peut donc se demander à quel sentiment on obéit en ne les mettant pas ou en ne les mettant plus sous séquestre. Ce sont là questions qu'il faut toucher d'un doigt léger. Mettre sous séquestre est bien ! Mais la réciprocité s'ensuit chez l'adversaire et cette réciprocité risque d'être fort désavantageuse.

Sur toute cette matière, d'ailleurs, il ne faut pas se hâter de dispenser le blâme. Nous avons écouté et accueillerons encore toutes les plaintes légitimes sur des cas isolés. Mais on verra par les renseignements que nous avons puisés à bonne source que, si tout n'est pas pour le mieux, tout n'est pas non plus pour le pire, notamment à Paris, dans cet organisme né de la guerre.

Fernand Izouard

Les Communiqués

15 heures.

En Artois, les Allemands ont tenté, hier en fin de journée, au nord de Blangy, une petite attaque qui a été aisément repoussée.

23 heures.

En Artois, au nord-ouest de la cote 140, nous avons fait exploser une mine sous un saillant allemand qui a été bouleversé. Entre l'Oise et l'Aisne, notre artillerie a pris sous son feu une colonne d'infanterie ennemie au nord de Vic-sur-Aisne.

En Lorraine, bombardement des établissements ennemis de Domèvre. Un incendie a été constaté. En Haute-Alsace, activité de notre artillerie sur les tranchées allemandes à l'est de Seppois et de Largitzen.

LA PRISE D'ERZEROU

Officiel. — L'armée russe du Caucase, qui s'est emparée d'Erzeroum après cinq jours d'assaut, a trouvé dans cette place un butin considérable. Deux cents pièces d'artillerie de fort calibre et de campagne, de grandes quantités de munitions et d'armes portatives sont restées aux mains de nos alliés, qui n'ont pas encore achevé, à l'heure qu'il est, le dénombrement du matériel et des prisonniers.

Le Comité interparlementaire Franco-Britannique

Les membres anglais du Comité interparlementaire franco-britannique arriveront à Paris aujourd'hui, pour prendre part aux travaux de la première session du comité, qui se tiendra à Paris, du 2 au 24 février. Voici la composition du comité :

PARLEMENTAIRES ANGLAIS

Sept membres de la Chambre des Lords : Lord Balfour, lord Burleigh, lord Bryce, lord Desart, lord Harrowby, lord Rotherham, lord Sanderson, lord Southwark. Dix-sept membres de la Chambre des Communes :

M. Shirley Bann, M. Evelyn Cecil, sir Edwin Cornwall, sir Henry Craik, M. John Dillon, sir Daniel Goddard, M. Goldstone, sir Charles Henry, sir Ivor Herbert (major général), M. John Hodge, M. Holmes, M. Hugh Law, M. H. J. Mackinder, M. James Mason, M. T. P. O'Connor, M. Stuart Wortley, sir G. H. Yoxall.

Le bureau est ainsi composé : président lord Bryce ; vice-présidents, lord Sanderson, C. B. Stuart Wortley ; T. P. O'Connor ; trésorier, John Hodge ; secrétaire, sir Edwin Cornwall.

PARLEMENTAIRES FRANÇAIS

Sept sénateurs : MM. d'Aunay, Clemenceau, de Courcel, Doumer, d'Estournelles de Constant, Jenouvrier, S. Pichon, de Selves.

Dix-sept députés : MM. d'Aubigny, Maurice Bernard, Emile Broussais, Cachin, Cels, de Chambrun, Chaumet, Franklin-Bouillon, Guernier, Lebrun, Georges Leygues, Maurice Long, Moutet, Outrey, général Pédoya, Piot, Henry Simon.

Le bureau comprend comme président, M. G. Clemenceau ; vice-présidents : MM. S. Pichon, Leygues, Franklin-Bouillon ; secrétaire-trésorier, M. Cachin.

La délégation anglaise sera reçue à l'Élysée par M. le Président de la République, au Luxembourg et au Palais-Bourbon par les présidents des Chambres, au quai d'Orsay par le président du conseil, ministre des affaires étrangères, à l'Hôtel de Ville, par le conseil municipal de Paris.

Les séances du Comité interparlementaire auront lieu les mardi, mercredi et jeudi, 22, 23 et 24 février, dans les locaux préparés à cet effet, 243, boulevard Saint-Germain.

Le jeudi, un certain nombre de parlementaires français et anglais se rendront à Bordeaux pour y tenir une réunion.

Qui a lu l'Œuvre aujourd'hui

La lira demaia

Hors d'Œuvre

Billet à la princesse Maria-Augusta von Anhalt

Ainsi vous vous mariez, princesse. Je ne sais pas si je dois vous en féliciter. Une tradition respectée et ininterrompue veut que les princesses allemandes ne soient pas heureuses en ménage, du moins lorsqu'elles épousent des princes allemands.

Jusqu'à présent, elles avaient la ressource de filer. Au Moyen-Âge, elles filaient avec le rouet et le fuseau. A une époque plus rapprochée de la nôtre, elles filaient avec des officiers de la garde et des professeurs de piano.

Ces consolations vous seront enlevées : le fuseau de Gretchen est allé retrouver le rouet d'Omphale au magasin des accessoires d'opérette. Les officiers de la Garde et même les professeurs de piano ont quitté les bords de la Sprée ; d'ailleurs, les frontières sont fermées et les ponts sont coupés ; les princesses allemandes ne fileront plus.

Il est vrai qu'après la noce votre époux princier partira pour la guerre ; ne sait quand reviendra... Ça, c'est un espoir et une consolation.

Mais ce qui rend votre situation plus pénible, c'est que vous épousez un Hohenzollern. Vous n'avez même pas la satisfaction d'entrer dans une famille honorable. Sur votre fiancé Joachim, il n'y a trop rien à dire, si ce n'est qu'il est seulement colonel à l'âge de 26 ans (ce n'est pas brillant pour un fils de kaiser)... Mais quels beaux-frères vous aurez, princesse ! Et quel beau-père !... Quelle confiance vos parents pourront-ils avoir dans la signature que le kaiser apposera au bas du contrat ?

Dés aujourd'hui, vous trempez vos lèvres dans la coupe d'amertume. Des journaux ont répandu par la ville le bruit que les dentelles de votre trousseau et les bijoux de votre corbeille étaient de provenance parisienne. La Cour a fait démentir cette nouvelle avec indignation.

Mais pourquoi protester ? Le fait que vos dentelles et vos bijoux sont de provenance parisienne n'implique pas nécessairement qu'ils aient été achetés à Paris.

Dans les riches demeures des Belges, il y avait des dentelles de Bruges et de Malines. Dans les châteaux du Nord de la France, il y avait des bibelots de prix et des bijoux de la rue de la Paix. La présence de ces objets dans votre corbeille est une preuve de la galanterie de votre beau-père et un témoignage de la valeur allemande.

ZETTE.

« La plus Grande Allemagne »

On vient de publier sous ce titre une très instructive traduction du livre d'Otto-Richard Tannenber : *Gross-Deutschland* (Berlin, 1911).

Certains passages en sont charmants :

Dans le bon vieux temps, il arrivait parfois qu'un peuple fort en attaquait un faible, l'exterminait et l'expulsait de son patrimoine. Aujourd'hui, tout se passe en douceur dans ce pays où, les petits peuples et les débris de peuples ont inventé un mot nouveau : le droit des gens. Au fond, ce n'est pas autre chose qu'un calcul fondé sur notre généreuse bêtise... Le pays voit les étrangers arriver tout d'abord comme ouvriers temporaires, créatures misérables, inoffensives, déguenillées, excitant la pitié... Ils commencent à se sentir peu à peu chez eux... Il en vient de nouveau, de ces étrangers, par milliers. La grande misère fait place à une modeste aisance... Le peuple immigré s'accroît au point de prendre le dessus...

Un beau matin, il se réveille, le bon, le brave, le libéral Allemand, qui a dit tant de bêtises sur les droits de l'homme, et il s'aperçoit qu'il est devenu un étranger dans le pays qui lui a donné le jour... Il ne lui reste plus qu'à secouer la poussière de ses sandales et à partir pour le tombeau des nations, l'Amérique.

Vous voyez bien. C'est l'Allemagne qui, en temps de paix, était envahie par

suite de l'infiltration étrangère... C'est l'agneau qui venait troubler le breuvage du loup en buvant... dans le Danube.

La conclusion est d'ailleurs conforme à celle de la fable :

Quelqu'un doit faire de la place... Comme nous sommes les plus forts, le choix ne sera pas difficile.

A l'instar de Napoléon

Un infirmier appartenant à une ambulance du front attrapa un jour la gale. Le médecin sous les ordres de qui il se trouvait placée l'expédia à l'arrière, vers une destination qui probablement n'était pas précisée d'une façon suffisante. Car on relève successivement le passage du galeux dans des hôpitaux de Marseille, de Limoges et de Toulouse, où il fut jugé indésirable.

Enfin, au commencement du mois de décembre dernier, on retrouve notre infirmier dans un asile d'aliénés de Tours, où il avait échoué inexplicablement.

Là, on le garda, et, à toutes ses explications développées avec une nervosité fort excusable, on opposa la réponse habituelle :

— Oui... tous les aliénés disent ça...

Enfin, au bout de quarante jours, il se produisit ce résultat fort naturel que tous les fous de l'asile avaient attrapé la gale.

Alors on prêta à l'infirmier une attention spéciale et on lui reprocha d'avoir contaminé toute la maison.

— Pourquoi n'avez-vous pas dit que vous aviez la gale ?

— Je ne dis que cela depuis quarante jours, répondit-il...

— Alors, qu'est-ce que vous fichez ici ?

— Je me le demande.

Et on le réexpédia sur le front... avec sa gale.

La terre qui meurt

Une fermière tourangelle dont le mari est mobilisé avait demandé à l'administration militaire un « ouvrier agricole ».

Peu de mois après, elle vit arriver un brave type qu'elle conduisit dans un champ et à qui elle voulut mettre en main une bêche. L'« ouvrier agricole » secoua doucement la tête et déclara :

— Non !... J'aime mieux vous prévenir tout de suite : Je ne saurais pas me servir de cet outil-là ; je suis horloger de mon métier.

— Alors ?

— Alors, ne vous tourmentez pas. Cherchez un bon ouvrier à la campagne. Je le paierai de ma poche.

— Et vous ?

— Moi, je me reposerai. J'ai besoin de l'air des champs.

Et pourtant, on signale dans la forêt de Chinon une grande quantité d'ouvriers bijoutiers et diamantaires, de clercs de notaires et d'huissiers qui font des fagots à la perfection.

La chapelle

Un médecin du front avait parmi ses voitures d'ambulance une chapelle de campagne, mais pas d'aumônier pour dire la messe.

Pendant plusieurs mois, il réclama vainement soit un aumônier, soit le retrait de la chapelle inutile et encombrante.

On envoya l'aumônier, mais on retira la chapelle automobile... qu'on voulut offrir au rabbin attaché à une formation sanitaire voisine.

Le rabbin eut toutes les peines du monde à faire comprendre à l'administration qu'une chapelle vouée au culte catholique ne pouvait servir aux cérémonies du rite israélite.

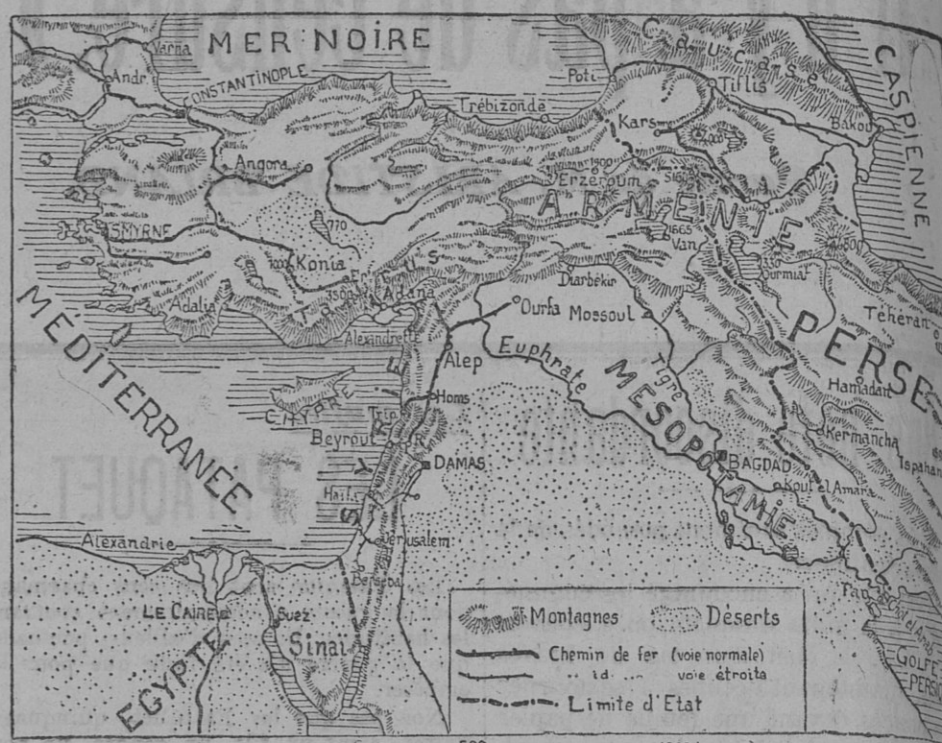
LA BARBE



— Avec une barbe comme la tienne j'entrerais à la Censure...

Réalités géographiques

LE COUP DE BAGDAD



Sur l'échiquier oriental, le coup de Bagdad répond à l'échec à Suez (1). Si les Allemands renoncent à l'expédition d'Egypte, ne chercheront-ils pas une riposte directe à l'attaque anglaise en Mésopotamie ?

Pour qui connaît les ambitions allemandes, il n'y a pas de doute que, s'ils le peuvent, c'est de ce côté que portera leur effort. Dans les rêves des pangermanistes, la Mésopotamie tient une place à part. C'est le but final de la poussée vers l'Est, du fameux « *Drang nach Osten* » dont la première condition est la mainmise sur les Balkans. Dans ces plaines qui ont vu fleurir les plus vieilles civilisations de l'ancien monde, où les fouilles font sortir de terre les palais et les cités ensevelies sous les sables du désert ou les alluvions des grands fleuves, l'imagination des politiciens et des économistes d'outre-Rhin a vu la colonie idéale, grenier à blé nourrissant la populeuse Germanie et absorbant les produits de ses usines. Le fameux chemin de fer de Bagdad, construit en partie avec des capitaux français, devait être le canal de ces échanges fructueux et l'instrument de la conquête.

Mais les Anglais ne sont pas restés indifférents à l'ancienne Babylone. Ce sont leurs ingénieurs, formés à l'école des irrigations de l'Inde, qui ont fait les plans pour la mise en valeur des terres inondables le long de l'Euphrate et du Tigre. Installés à l'embouchure du Chott-el-Arab, ils avaient déjà des vapeurs circulant sur le fleuve, prêts à y transporter des troupes hindoues.

Quel est donc ce pays destiné à devenir le champ clos où se rencontreront les ambitions allemandes et britanniques ? Quels y sont les moyens d'accès des deux adversaires ?

La Mésopotamie est une de ces grandes oasis fluviales qui sont peut-être le trait géographique le plus original du continent asiatique, nées de la juxtaposition de plaines brillantes et de hautes montagnes. Le désert de Syrie s'étend jusqu'au pied des chaînes de la Perse et des hautes terres volcaniques de l'Arménie.

A Bagdad, la température moyenne du mois de juillet atteint 34° ; le thermomètre monte à 47 et 50 degrés. On passe l'après-midi dans les caves (*serdab*), la nuit sur les toits plats. Les 29 jours de pluie qu'on enregistre sont tous en hiver. D'avril à novembre, c'est perpétuellement le même bleu profond, troublé seulement par les tempêtes de sable, les mêmes nuits étoilées qui faisaient rêver, il y a quatre mille ans, les mages de Chaldée et ont inspiré les débuts de l'astronomie. A l'embouchure du Chott-el-Arab, la chaleur est rendue encore plus pénible par l'humidité qu'apportent les brises marines. Au matin, l'eau ruisselle des toits couverts de rosée, un brouillard épais voile le sol, mais dès dix heures la morsure du soleil tombe directement du ciel bleu.

Ce pays doit tout aux grands fleuves qui descendent des montagnes arméniennes et à leurs affluents venus des chaînes persanes. Les neiges d'Ecbatane et d'Erzeroum, de l'Ararat et de l'Élève renferment chaque hiver une réserve nouvelle pour l'Euphrate et le Tigre et les rendent capables, comme l'Indus et l'Oxus, d'échapper à l'étreinte du désert. Leurs alluvions ont conquis sur le Golfe Persique toute la plaine jusqu'à Bagdad. Chaque printemps, la crue déborde de tous côtés. Le courant se divise naturellement. L'homme a su jadis multiplier ces saignées, contenir et guider le flot des eaux troubles. On reconnaît encore le canal de Babylone et celui de Ninive avec son barrage de dix-sept mètres. Wilkocks prévoyait un nouvel endiguement, la construction de barrages et de canaux irriguant un million d'hectares, en même temps que le drainage des terres basses changées en marécages ou en fondrières salines. Les crédits une fois votés par le Parlement turc auraient assuré l'exécution de ce projet en soixante ans...

(1) Voir l'Œuvre du 17 février.

Le sol qui nourrit jadis plusieurs millions d'hommes continue à en nourrir qu'un territoire de parcours de Bédouins, avec une frange étroite d'oasis le long des deux fleuves, s'élargissant seulement autour du grand marché de caravanes qu'est Bagdad avec ses deux cent mille âmes et ses merveilleux jardins. Cette ville reste la clef de tout le pays.

Il n'est pas plus facile aux Allemands d'y arriver qu'aux Anglais. Le chemin de fer de Bagdad est encore en projet. Nous avons vu que les mille kilomètres de rails à travers l'Asie-Mineure s'arrêtent devant le Taurus. D'Adana, la voie reprend vers Alep, dépasse l'Euphrate, mais sans atteindre Orfa. Jus qu'à Bagdad, il reste huit cents kilomètres en ligne droite.

Ce n'est pas encore le vrai désert. Sur ces plateaux pierreux, la neige tombe parfois et reste quelques jours chaque hiver ; les ravins ont de l'eau jusqu'au début de l'été. Dans les herbes qui jaillissent au printemps, on reconnaît le blé et l'orge sauvages. La sécheresse augmente de plus en plus vers le Sud et les cultures disparaissent dès qu'on s'éloigne de la montagne. Le Bédouin, avec ses troupeaux, est le maître.

L'Euphrate n'est pas encore navigable ici. C'est un immense lit de cailloux en été, avec un courant rapide et changeant ; au printemps, ses eaux se précipitent en trombe des cuestas arméniennes.

Le transport vers Bagdad des armées turques rassemblées à Konia et en Syrie, encadrées d'Allemands et appuyées d'une forte artillerie, ne peut se faire rapidement et leur alimentation en munitions présenterait les plus grandes difficultés.

La situation des Anglais est peut-être plus favorable. Bagdad n'est qu'à cinq cents kilomètres de la mer. Le Tigre est navigable pour bateaux de 1 m. 25 de tirant d'eau. Le Chott-el-Arab, sur 160 kilomètres, est sensible à la marée. En ce moment, les inondations arrêtent les opérations autour de Kout-el-Amara, où s'est retranchée la colonne Townsend. Quand elles auront cessé, la route d'Orfa à Bagdad entrera dans l'état brûlant.

Porter un coup direct à Bagdad, réaliser le rêve de tant d'années est tentant pour les Allemands. Mais il est déjà un peu tard. Il aurait fallu renoncer plus tôt à l'Egypte. L'opération est encore d'une envergure telle qu'elle exigerait des forces considérables et une liberté de mouvements absolue. Or, il faut le répéter, nous sommes à Salonique et, menace plus directe, les Russes sont à Erzeroum et Hamadan.

Quelle peut être la portée de cette avancée des Russes, c'est ce que nous examinerons dans un prochain article.

François Lebon

LES CANDIDATS A SAINT-CYR

Une instruction ministérielle vient de fixer les conditions dans lesquelles les jeunes gens pourront concourir en vue de l'obtention du titre d'« élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr » et de l'admission ultérieure à cette école.

INONDACTIONS

Dijon, 19 février. — La Brenne ayant eu une crue subite a débordé dans la vallée de Laumes, à Montbard, qui est complètement sous l'eau. Le bétail qui était près de la rivière a été en grande partie noyé.

La rue de l'Hôpital, à Montbard, est complètement inondée et les habitants ont dû évacuer les rez-de-chaussée de leurs maisons.

La Seine monte

Troyes, 19 février. — La crue de la Seine continue ; elle cotait 2 m. 80, hier, au pont de Foicy, aujourd'hui, 3 m. 20 à 9 heures du matin, et 3 m. 35 à 3 heures de l'après-midi.

DERNIÈRES NOUVELLES

ÉTATS-UNIS ET ALLEMAGNE

Les négociations des États-Unis et de l'Allemagne traitent en longueur et les dépêches que Paris reçoit à leur sujet ne nous éclairent pas plus sur leur état présent que sur leur orientation future. Pourtant, ces dépêches sont nombreuses et libéralement développées. Elles tournent même souvent à la soutenance de thèse, à l'article tout fait et, disons le mot vrai, à la littérature de propagande, comme si elles avaient pour objet de convaincre les Américains et non de renseigner les Français.

Il s'ensuit qu'on distingue difficilement ce qui est un fait de ce qui est un argument. On ne sait pas si l'on a en mains l'énoncé de vœux qui sont les plus louables du monde ou l'esquisse de la situation, et plus il arrive de dépêches, plus la confusion augmente. A quoi bon nous prêcher, puisque nous sommes convertis ?

Néanmoins, on croit comprendre aujourd'hui que le gouvernement des États-Unis est moins disposé qu'il y a quelques jours à céder aux Allemands. Mais le feu de bascule auquel le président se prête depuis des mois atteste que la volonté est timide, la main hésitante, de sorte que l'on se préparait des déceptions si l'on attendait de Washington une nouvelle aussi retentissante que celle de la chute d'Erzeroum. — ACHILLE PLISTA.

AUTOUR DE SALONIQUE

L'aviatik abattu
Salonique, 18 février. — L'observateur de l'aviatik, qui avait été blessé et capturé près des lignes françaises, a succombé ce matin à ses blessures.

Athènes, 18 février. — On mande de Salonique que l'aéroplane allemand que les aviateurs français ont forcé hier à atterrir près de Karassouli est du modèle le plus récent. Il était armé d'une mitrailleuse et de bombes et était muni d'appareils photographiques.

LA GRÈCE ET NOUS

La visite du général Sarrail au roi
Athènes, 18 février. — Le voyage projeté du général Sarrail à Athènes et son entrevue avec le roi des Hellènes donnent lieu à des commentaires.

Le journal *Néon Asty*, qui passe pour refléter souvent la pensée de M. Gounaris, ministre de l'intérieur, émet les appréciations suivantes :

« Il est probable que le général Sarrail s'entretiendra avec le roi sur la situation des armées alliées en Macédoine et sur les mesures qui, sans nuire à la situation des alliés, faciliteraient le ravitaillement de l'armée grecque. »

Le journal écrit, par ailleurs : « Nous saluons l'arrivée prochaine du général Sarrail comme étant destinée à resserrer les liens de cordialité entre la Grèce et l'Entente, cordialité que les mesures des empires centraux n'ont pas réussi à faire disparaître. »

Il conclut que « la Grèce désire que l'amitié franco-grecque ne subisse pas d'interruption ». »

EN ROUMANIE

La propagande allemande
Londres, 19 février. — On mande de Bucarest au *Daily Chronicle* que les Allemands font une propagande effrénée, pour laquelle ils emploient plus de 80 personnes avec une imprimerie spéciale et plusieurs journaux.

Petit malentendu
Bucarest, 19 février. — Quatre manifestants appartenant à l'Association dite « La Garde Nationale » avaient brisé, en octobre dernier, les fenêtres de la légation allemande. Ils ont été condamnés chacun à deux mois de prison et 200 francs d'amende. Cet acte avait eu pour cause une fausse nouvelle répandue par le journal *l'Epoca* annonçant que le prince Cantacuzène, à son retour de France, avait été arrêté en Autriche.

La vie en Allemagne

Exhortations contre la gourmandise
Berne, 18 février. — Les Allemands ne peuvent se résigner à la sobriété ni renoncer à la gourmandise. *La Post* s'en plaint une fois de plus avec amertume.

« Il est certain, expose ce journal, que l'Angleterre ne réussira pas à nous affamer, mais, tout de même, il n'est pas niable que nos provisions de sucre et de farine, de lait et de graisse, sont complètes et que nous avons à peine ce qu'il faut. Malgré cette situation, nous ne renonçons pas à nos habitudes ; les pâtisseries restent fort achalandées ; on consomme tout autant de pain, de tartes, de gâteaux à la Noël et à Pâques. On gaspille ainsi une quantité énorme de produits précieux. En conséquence, le journal propose que l'emploi du sucre pour la confiserie soit très réduit et presque prohibé, que la fabrication des gâteaux, tartes, etc... ne soit plus autorisée que le dimanche, que cette année il soit interdit de fabriquer des œufs de Pâques et autres douceurs sucrées. »

COMMUNIQUE BELGE

Journaux calmes, sauf dans la région de Dinande, où ont eu lieu quelques actions d'artillerie assez violentes.

Les Russes prennent d'assaut Mouche et Ahlat

Pétrograd, 19 février. — Communiqué du grand état-major.
Front ouest. — Une de nos batteries lourdes a fait descendre un ballon captif qui montait près de Lezerno au nord-ouest de Tarnopol.

Sur le reste du front, duel d'artillerie et fusillade habituels, escarmouches d'éclaireurs.

Front du Caucase. — Poursuivant les unités de l'armée turque, nous avons tourné et pris, au nord-ouest d'Erzeroum, les restes de la 3^e division turque, avec treize canons, deux mitrailleuses, des caissons de cartouches et d'obus. Dans la région de la saut de la forteresse d'Erzeroum, a enlevé restes d'un régiment.

Un de nos vaillants corps, pendant l'assaut de la forteresse d'Erzeroum a enlevé 240 canons.

Nos troupes se sont emparées d'assaut des villes de Mouche et d'Ahlat.

L'ennemi fuit vers le sud.

Après la chute d'Erzeroum

L'impression à Constantinople

[Nous n'avons jamais publié qu'à titre de curiosité les nouvelles des émeutes en pays ennemis : c'est dans les mêmes conditions que nous publions celle-ci, en souhaitant, d'ailleurs, qu'elle soit véridique.]

Londres, 19 février. — Une dépêche de Rome au *Daily Telegraph* annonce que des troubles graves ont éclaté jeudi à Constantinople lorsque le désastre d'Erzeroum fut connu. La population manifesta dans les rues, huant les Jeunes-Turcs et demandant la fin de la guerre.

Le palais du sultan et les ministères étaient gardés par les Allemands. La police germanique chargea les manifestants.

Amsterdam, 19 février. — Une des premières conséquences de la chute d'Erzeroum a été une scène violente au conseil de guerre de Constantinople, entre Enver pacha et les généraux allemands.

La prise d'Erzeroum a produit, à Berlin, une vive impression et surtout une grande surprise. Le prestige allemand en Turquie risque d'en souffrir ; aussi certains prévoient-ils d'énergiques opérations en Orient pour raffermir la confiance générale et mettre à l'abri des menaces la précieuse ligne de Bagdad.

La version turque

Genève, 19 février. — Le communiqué officiel ottoman dit : « Pas de changement sur le front russe. »

Jugement du colonel Secrétan

Lausanne, 19 février. — Le colonel Secrétan, directeur de la *Gazette de Lausanne*, publie les appréciations suivantes :

« La prise d'Erzeroum est le premier grand fait d'armes de 1916. Elle assure aux Russes le versant sud-ouest du Caucase et leur ouvre les avenues du Haut-Euphrate. Elle leur permet de pénétrer au cœur même de l'Empire Ottoman, dans la riche Arménie, ses centres commerciaux, ses voies de communication, ses ressources industrielles. Elle oblige les Turcs à se concentrer à quelque deux cents kilomètres en arrière, en abandonnant à l'ennemi de vastes territoires. C'est une victoire stratégique au premier chef. »

Ce qu'un Turc peut affirmer sans rire

Pour apprécier le comique sinistre du document qu'on va lire, il faut se rappeler ceci : le Liban est un théâtre séculaire de massacres atroces commis par les Druses. Ces massacres ont été la cause d'une intervention des armées françaises sous Napoléon III et de l'établissement de conventions spéciales aux termes desquelles l'administration homicide des Turcs était contrôlée par six puissances. Bien entendu, les conventions protectrices des pauvres Maronites ont été abolies par Enver pacha.

Le nouveau gouverneur du Liban, en s'installant à son poste, notifie à ses administrés la réforme qui les livre aux griffes de la Turquie et il les invite à se réjouir :

« Vous n'ignorez pas, dit sa proclamation, que ma nomination à ce poste diffère de celle des gouverneurs qui, eux, étaient nommés avec l'approbation des six puissances. La volonté de notre auguste maître m'a désigné à cette fonction directement. »

« La décision prise par la Sublime Porte seule indique clairement que la Turquie — Dieu la conserve ! — a aboli de fait les conventions existant entre elles et les puissances en ce qui concerne le Liban et l'administration de cette préfecture. Elle a fait disparaître les digues qui empêchaient les Libanais de jouir des droits et des avantages garantis par la Constitution à tous vos frères ottomans. La Turquie est devenue libre et a empêché toute intervention étrangère tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. »

LA CRISE DU CHANGE AUSTRO-ALLEMAND

Genève, 19 février. — La nouvelle baisse du mark et de la couronne, après une courte reprise, inspire au *Journal de Genève* l'appréciation suivante :

« Dans les préoccupations financières du moment, celles qui sont relatives au change ont presque le pas sur les autres, et les arrangements allemands témoignent de ce souci. Mais, après une certaine résistance, on voit que les mesures arbitraires ne servent de rien dans ce domaine. Aujourd'hui, à Genève, l'Allemagne cote 94 (30 p. 100 de perte), la Vienne 63 (41 p. 100 de perte) et, malgré le recul, on peut dire que ces deux devises étaient offertes sans demande. »

Les Italiens exécutent un raid de représailles

Rome, 19 février. — Sur le long du front on signale différents combats d'artillerie avec tirs de représailles contre les localités habitées.

En réponse aux nombreuses violations du droit des gens effectuées avec une cynisme opiniâtre par l'ennemi depuis le commencement de la guerre, hier matin, notre escadrille d'avions a effectué un raid sur Lubiana ; dans toute sa course elle a été en butte au feu de nombreuses batteries anti-aériennes et à des attaques livrées par des groupes d'avions ennemis ; nos hardis aviateurs ont réussi à atteindre leur objectif et, profitant des nuages, ils sont descendus sur la ville et y ont lancé quelques dizaines de grenades à main et des bombes.

Un de nos appareils, attaqué et entouré par six avions autrichiens, a été forcé d'atterrir en territoire ennemi ; les autres sont rentrés heureusement dans nos lignes.

[Lubiana, ou, dans la langue des Slovènes, Lubliana, est le vrai nom de la ville de Laibach. Cette dernière dénomination est un des innombrables attentats de l'Autriche germanisatrice contre les nationalités qui lui ont été soumises.]

Avion autrichien abattu

Milan, 19 février. — D'Udine au *Corriere della Sera* :

« Les rapports officiels annoncent que nos observateurs ont vu dans la vallée de la Chiese un avion autrichien, de retour de Milan, descendre précipitamment sur Bocche di Cadria, ayant été frappé par nos batteries anti-aériennes. »

« Nos observateurs ont vu plus tard l'avion gisant dans un endroit désert des montagnes, où il est resté deux jours abandonné. »

« On a vu hier un petit nombre d'Autrichiens transportant les débris de l'avion. La distance n'a pas permis de reconnaître s'il y avait des corps humains. »

Le Cameroun conquis

Communiqué du corps expéditionnaire. Le gouverneur a quitté le pays.

Londres, 18 février. — Le général Dobell télégraphie le 17 février que le gouverneur général de Fernando-Po le prie de télégraphier au ministre des colonies à Berlin un message de l'ancien gouverneur, M. Ebermaier, annonçant au gouvernement allemand qu'il a évacué la colonie.

Londres, 18 février. — Voici le texte du télégramme que M. Ebermaier, ancien gouverneur du Cameroun, a envoyé à son gouvernement :

« M. le docteur Solf, secrétaire d'Etat de l'Office colonial de l'Empire d'Allemagne, »

« Le manque de munitions m'oblige à quitter le protectorat et à passer en territoire espagnol, avec la troupe entière et le personnel de l'administration. Tous les malades et blessés sont en sûreté. La troupe a commencé, le 4 février au soir, à passer la frontière. Les premiers détachements sont arrivés hier sur la côte. »

« Le gouvernement espagnol veut faire transporter à Fernando-Po tous les ressortissants du protectorat. Les négociations sur les détails de l'internement ne sont pas encore terminées. »

« Ce rapport est écrit en chemin. »

Londres, 19 février. — (Officiel.) La garnison allemande de Mora, dans le nord du Cameroun, s'est rendue. Cette reddition complète la conquête de la colonie.

M. Bonar Law a télégraphié ses félicitations aux commandants des troupes.

LE PROCÈS DES COLONELS SUISSES

Berne, 19 février. — Le colonel d'état-major Mercier sera remplacé, dans le tribunal chargé de l'affaire des colonels, par le colonel-brigadier Keller, de Zurich.

Comme tout porte à croire que les débats seront publics, le grand juge a pris les dispositions suivantes :

1^o Ne seront admises à assister aux débats que les personnes majeures, de nationalité suisse ;

2^o Cinq cents places seront réservées aux représentants suisses de journaux suisses.

EFFROYABLE ATTENTAT

Londres, 19 février. — De Budapest au *Morning Post* :

« Le comte Pejacovitch, ministre d'Etat hongrois, qui avait été interné en France au début de la guerre, est rentré à Budapest, ayant été échangé contre cinq officiers supérieurs français. »

« Le ministre hongrois avait été interné à Herloux, puis à Carnac. Il ne se plaint pas des traitements dont il a été l'objet, mais il reste très offensé d'avoir été, un jour, obligé de balayer sa chambre lui-même. »

A TOUT SEIGNEUR...

Pétrograd, 19 février. — Il y a quelques jours, les Allemands ont lancé pendant deux heures des rafales de mitraille sur les positions de Smorgonje, dans la direction de Minsk.

Le lendemain, les prisonniers qui venaient d'être capturés en ont expliqué la cause. Le prince Oscar de Prusse était arrivé la veille pour inspecter ces positions ; au cours de son inspection, il tomba blessé, avec quelques officiers, par le feu des cosaques, et il eut un accès de fureur.

C'est alors que fut donné l'ordre de commencer cette canonnade infernale.

RATS DE PAQUEBOT

Bordeaux, 19 février. — Le tribunal correctionnel a jugé aujourd'hui treize individus, auteurs et complices du vol de bijoux s'élevant à 209.000 francs commis le 23 octobre 1915 à bord du *Rochambeau*, en partance pour New-York.

L'« Œuvre » militaire À l'usage de ceux qui veulent être bien renseignés

Le cadre du Palais-Bourbon ne suffit plus à l'éloquence des députés. Ils envahissent l'Officiel dont six à douze pages, journalièrement, sont réservées aux questions qu'ils posent aux ministres, et aux réponses de ces derniers. Celui de la Guerre est particulièrement favorisé : il en a les huit dixièmes pour sa part et doit, dans chaque numéro, donner des consultations à ces messieurs sur les questions les plus délicates, les plus complexes, les plus diverses, ou encore proclamer pourquoi « le dragon X... n'a pas pu, depuis un an, obtenir le remboursement d'une paire de chaussettes et d'un gilet » !

Il est fort heureux pour le ministre de la guerre, il est heureux aussi pour nous, qu'il ne soit pas obligé de rédiger lui-même ses réponses, ni même de les lire : ses journaux n'y suffiraient pas ! Il délègue à cet effet son autorité à des chefs, sous-chefs ou hypo-sous-chefs de bureau : ceux-ci ne pourraient-ils pas se mettre d'accord et ne pas dire blanc à la page 1 et noir à la page 2, quand il s'agit des mêmes sujets ? Qu'ils se contredisent à quelques semaines, ou même à quelques jours de distance, passe encore, ce n'est que drôle. Mais que les contradictions s'évalent dans le même numéro, c'est vraiment ahurissant !

Voici, par exemple, l'Officiel du 15 février. A la page 291, 3^e colonne, le ministre répond à une question de M. Albert Faure, n^o 7571, demandant si les officiers d'état-major ne seront pas tenus de prendre un commandement au front : « Aucune circulaire ne prescrit que les officiers qui n'ont pas quitté les états-majors depuis le début de la guerre devront prendre un commandement sur le front avant un délai déterminé. » Dans le même numéro, page 1304 — ce n'est pas après la page 291, c'est avant, à logique administrative ! — s'étale la circulaire du général Gallieni sur les états-majors : « Art. 2. Dans un délai de

Les idées qui passent...

Un comité de Salut public ?

Faut-il en créer un ? se demande M. Aulard. Non, répond-il, car le ministère suffit, s'il veut être un gouvernement capable de vaincre :

« Qu'il brise la complication de la bureaucratie, qu'il installe aux grands postes le talent et la jeunesse, qu'il établisse des sanctions aux responsabilités, que l'incuse imprévoyante soit châtiée sévèrement, que ces châtiements soient publics, éclatants, terrifiants, et que le talent heureux, ce talent que trop souvent la hiérarchie étouffe ou colonnise, soit civiquement glorifié, rapidement promu et suscité ainsi, par le bienfait de l'exemple, d'autres talents utiles à la patrie. »

La vérité constitutionnelle

Le Rappel est loin de désapprouver l'intervention de M. Abel Ferry à la tribune :

Ses idées expriment la sagesse même. Au général Joffre les mouvements stratégiques, au général Gallieni le commandement suprême de l'armée, c'est-à-dire de tous les soldats sans distinction ni exception. A M. Aristide Briand le gouvernement de toute la France, civils et militaires compris. Au Parlement les sanctions par le contrôle sur M. Aristide Briand, ses collègues, ses subordonnés. Le Parlement, c'est la Nation. La Nation, c'est le Souverain. Voilà la vérité constitutionnelle.

Les Boches de Paris

Juxtaposé à un âpre et nécessaire article de Georges Prade (*Journal*), qui nous fait pénétrer dans le « specialbureau » de la « Victoria de Berlin », on trouvait hier un dessin charmant de Poullbot. Trois soldats boches, faces de carême, sont assis dans leur tranchée. Et le plus jeune : « J'ai reçu une lettre de papa... il est toujours tranquille à Paris. »

Quand se décidera-t-on à prier les Boches de Paris de s'en aller ailleurs ?

Mais voici le texte de Georges Prade :

Le directeur du « Specialbureau » parisien, chargé des recherches, avenue de l'Opéra, était le Prussien Heinrich Stahl, officier de réserve allemand ; et allemands aussi ses acolytes : le docteur Maynen, von Schneider, déjà nommé, le Bavarois Cymross, Meyer, Lehmann, Bruno Stahl, employés volants bien curieux aujourd'hui, tous en fuite, et à leur poste dans l'armée ennemie — sauf un nommé Helmuth, qui s'est réfugié en Espagne, d'où il écrivait à son chef Rappaport une lettre que la police eut l'indiscrétion fâcheuse de saisir en août 1914, et dans laquelle il disait : « Ces sales Français seront bientôt battus et le moment ne tardera pas où nous reviendrons à Paris prendre leur place. »

Après Erzeroum

Du général Cherfils (*Gaulois*) :

Le rêve oriental du Kaiser s'effondre. Et si Constantinople résiste à la répercussion de ce coup, c'est le Danemark, la Thrace décongestionnées, Bagdad perdue ; c'est tout l'essentiel de la puissance militaire turque polarisé sur l'Arménie pour essayer d'enrayer la conquête de nos vaillants amis.

Une question se peut poser. Puisque voilà un théâtre ouvert à la guerre de mouvement productive, ne serait-il pas possible d'en exploiter toute la valeur ? Entre Alexandrette et Erzeroum il y a 550 kilomètres, 200 de moins qu'entre Bagdad et Erzeroum. L'armée d'Egypte ne trouverait-elle pas son emploi par le golfe d'Alexandrette ? Elle rejoindrait vers Malata l'armée du Caucase victorieuse. Malata est à 250 kilomètres d'Adana et d'Erzeroum, à moitié route, Adana et Trébizonde deviendraient les bases de deux opérations, russes et anglaises, convergeant vers le cœur de l'Asie-Mineure. Ce plan paraît avoir plus de solidité que les rêves orientaux de l'impérialisme allemand maintenant décapité.

six mois, tous les officiers d'état-major de l'active qui n'auraient pas commandé une unité de campagne pendant trois mois au moins recevront le commandement d'une unité aux armées. »

C'est donc non au recto, et c'est oui au verso. Peut-on s'étonner, après cela, que le commandement prenne parfois, dans les circulaires, exactement le contrepied de ce qui y est dit ?

Mortimer-Mégré

RÉPONSES

Fernand Monné. — Signalez votre cas au général commandant la subdivision. Les régions envoient chaque mois un état au ministre mentionnant les hommes susceptibles d'être décorés qui ont été oubliés.

Lonet. — La loi vous autorise à déménager ; mais, si vous restez, vous devez le déclarer.

M. D. aviateur. — Pas connaissance de cette circulaire.

Un aviateur de l'Œuvre. — La loi Dalbiez est muette au sujet de ces hommes.

La crise du papier

Le comité du Syndicat de la presse parisienne, dans sa séance d'hier, s'est occupé de la crise du papier à journaux. Deux questions ont déjà été menées par lui à bonne fin : celle relative aux toiles métalliques et celle de l'importation des pâtes chimiques, toiles et pâtes nécessaires à la fabrication du papier.

Le comité continue ses travaux, notamment en ce qui concerne l'importation des matières premières (pâtes et charbon), du papier fabriqué ; il s'est occupé spécialement de la question du fret.

AU « JOURNAL OFFICIEL »

Le *Journal officiel* publie ce matin :
Loi ayant pour objet : 1^o l'institution au ministère de la guerre d'un service général des pensions, secours, renseignements aux familles, de l'état-civil et des successions militaires ; 2^o la création d'emplois de l'administration centrale du ministère des finances ; 3^o l'ouverture sur l'exercice 1915 d'un crédit supplémentaire ; 4^o l'ouverture, sur l'exercice 1916, de crédits additionnels aux crédits provisoires.

Notre patrie

La seconde « Lettre à un jeune Français » (*Annales*), de M. Louis Barthou, n'est pas d'une moindre qualité que la première. Accent et pensée y sont également fermes. En voici un trop court fragment :

Beaucoup de paroles oiseuses s'entendent et ce moment au sujet de la nécessité d'une action offensive vigoureuse.

Notre offensive se prononcera certes quelque jour, mais les leçons de l'armée dernière nous ont appris quelles sont les conditions requises pour le succès d'une pareille opération et ces conditions ne peuvent s'improviser. La patience et la préparation la plus sérieuse restent les mois d'ordre de cette sorte de guerre, et c'est pendant un très mauvais service à nos combattants que de vouloir les pousser à l'attaque, simplement pour faire montre d'activité. Les preuves abondent que le public allemand a besoin actuellement d'être nourri de soi-disant victoires.

Notre patrie

La seconde « Lettre à un jeune Français » (*Annales*), de M. Louis Barthou, n'est pas d'une moindre qualité que la première. Accent et pensée y sont également fermes. En voici un trop court fragment :

Les crimes de Guillaume sont connus partout. Qui ne sait combien son peuple et lui sont cyniquement parjures ? Qui ne connaît le prix de leur parole dont l'honneur est d'autant plus absent qu'il s'y affirme avec plus d'affronterie ? On disait, jusqu'ici, « merelle d'Allemand », pour fixer le sens d'une querelle sans objet et sans prétexte. On dira désormais « parole d'Allemand » pour définir le mensonge et la parjure. Personne n'y peut plus croire. Vous souvenez-vous du maître chahuter du *King-Stephen* refusant de se confier à la parole d'honneur du capitaine du zeppelin L-19, naufragé dans la mer du Nord ? Ce dialogue tragique résume le jugement que, d'un bout à l'autre du monde civilisé, les esprits éclairés et indépendants portent sur l'Allemagne.

A rapprocher de ces paroles de M. Barthou celles d'un autre historien, M. Camille Jullian, qui, dans une magistrale étude sur la « place de la guerre actuelle dans notre histoire nationale » parue à la *Revue bleue*, écrit ceci :

Voyez où nous en étions avant la guerre, lorsque des milliers d'Allemands vivaient au milieu de nous et que l'Allemagne s'infiltrait à la fois au plus profond de nos maisons par la marchandise à treize sous des bazars populaires et des colporteurs de campagne, au plus profond de nos esprits par les sophismes et les affirmations de ses philosophes et de ses politiques, caméléon pire que l'objet à treize sous... La défaite, c'était la France pour longtemps endormie, dépourvue de ce qui est sa raison d'être : ses libertés publiques, la richesse de son travail, la grâce de ses produits, le charme de ses talents.

Publicité financière

Voici un extrait fort significatif du *Courrier Colonial*. L'anecdote que narre notre confrère colonial corrobore ce qui a été dit ici même lors de l'emprunt, à savoir que la publicité financière est... ou peut être — entre les mains des ministres une arme politique au même titre que les fonds secrets. Et c'est là justement ce qu'il faut déplorer.

L'Œuvre a publié dans son numéro du 4 décembre dernier la liste des suggestives des sommes touchées par les journaux de Paris au titre de l'emprunt de 1914.

Nous voyons figurer sur cette liste la *Presse Coloniale* pour la somme de 1.000 francs, alors que le *New-York Herald* (édition de Paris), par exemple, organe quotidien cent fois plus regardé, ne recevait pas davantage.

Pour s'expliquer cette anomalie, il faut se souvenir que la *Presse Coloniale*, qui a fait un plongeon de six mois en 1914 et n'a reparu une fois par semaine qu'au cours de 1915, a pour directeur M. Georges Bousset, député de la Réunion.

La Crise technique de l'Aviation

Elle est finie depuis six ans... d'après le groupe sénatorial

Tels ces étrangers auxquels, dans de grands cars automobiles, on apprenait à connaître Paris en trois heures (Versailles compris) avant la guerre, les caravanes officielles ou officieuses passent en coup de vent dans les établissements de l'aéronautique militaire, embrassant tout d'un coup d'œil, jugeant et concluant. Dans une course échevelée, elles sautent de Paris à Lyon, de Pau à Chartres, du nord à l'ouest et de l'est au midi. Le mois dernier, c'était le groupe des journalistes qui consacrait 17 minutes à l'usine X... (5.000 ouvriers, 13 hectares), 22 minutes à l'usine Z... (7 hectares, 3.000 ouvriers) qui, dans une après-midi, prospectait « à fond » les ateliers de A, de B, de C, de D, entre un déjeuner excellent et une exhibition aérienne divertissante. Hier, c'était le groupe sénatorial de l'aviation, dont les délégués ont, à leur tour, parcouru la France. Ces messieurs, eux aussi, sont revenus très satisfaits...

Dans un communiqué qui a couru hier dans la presse, ledit groupe sénatorial, sous la présidence de M. d'Estournelles de Constant, nous déclare que, s'il y a eu crise de l'aviation, elle remonte au début de l'aviation militaire — c'est-à-dire voici six ou sept ans ! — il affirme que « le progrès de l'aviation est complet, qu'il faut travailler à le développer davantage ».

Sans m'arrêter à ce que cette littérature parlementaire a de spécial comme français, je demanderai à ces messieurs de me permettre de leur poser une question ; en ces visites rapides, se sont-ils rendu un compte exact de tout ce qui leur a été montré ? M'autoriseront-ils à leur signaler les conditions qu'il est nécessaire de réunir pour pouvoir juger et apprécier à sa juste valeur la qualité, par exemple, des moteurs d'avions, qu'ils ont estimée en cinq sec ? Ces conditions, en voici le minimum :

1° Il faut d'abord que les enquêteurs connaissent quelque chose en mécanique et même s'y connaissent beaucoup. Si paradoxale que puisse paraître cette obligation à des parlementaires, elle est de première nécessité. Il faut non seulement avoir une grande pratique de l'utilisation des moteurs, mais encore une grande expérience de leur fabrication, une connaissance approfondie des théories multiples et des perfectionnements successifs auxquels, depuis vingt ans, le moteur à explosions a donné lieu ; il faut avoir une connaissance suffisante des métaux, savoir distinguer un acier demi-dur d'un acier au nickel, un acier chrome-nickel d'un acier au vanadium, et je ne parle là que de l'A B C de la question !

2° Il faut examiner et étudier le moteur en détail, pièces démontées, connaître le poids exact des organes en mouvement, bielles, pistons, ainsi que leur vitesse linéaire ;

3° Il faut examiner et suivre la construction des différents organes ;

4° Il faut assister aux essais de résistance des métaux dont ils sont constitués ;

5° Il faut suivre les expériences d'équilibre statique et d'équilibre dynamique du vilebrequin et des bielles et pistons ;

6° Il faut suivre les essais de réception

du moteur, les seuls qui donnent une indication intéressante, essais au banc de 50 à 100 heures, en pleine vitesse de régime ;

7° Il faut procéder au démontage complet du moteur, aussitôt après ces essais, à l'examen minutieux des divers organes, à de nouveaux essais de résistance des métaux qui ont ainsi été soumis à un travail intensif ;

8° Et, enfin, — je m'excuse de cette longue mais nécessaire énumération — il faut que toutes ces constatations, toutes ces vérifications disent quelque chose à celui qui s'y livre... c'est-à-dire qu'il faut, de toute nécessité, que cet observateur, que cet enquêteur soit un homme du métier.

Voilà pourquoi, quand le groupe sénatorial de l'aviation vient nous affirmer que le progrès de l'aviation est complet... bien qu'on puisse encore « le développer », qu'il me permette de lui dire respectueusement que tout cela ce sont des mots, des mots parlementaires, comme nous en entendons beaucoup !

Remarquez que, si je discute ici les éléments sur lesquels les sénateurs ont basé leur opinion, ce n'est ni par esprit de critique, ni pour avoir l'occasion de me livrer à une polémique ; il me serait infiniment agréable d'aborder dans le même sens qu'eux. Mais je crois qu'après 18 mois de guerre, la France a assez prouvé l'intelligence, la clairvoyance, l'énergie et le bon sens de son peuple pour qu'elle ait droit à autre chose qu'à des compliments à l'eau de rose qui, dans les circonstances actuelles, sentent un peu les procédés employés pour faire tenir tranquilles les enfants qui ne sont pas sages.

Ce n'est pas résoudre la crise de l'aviation que de dire qu'il n'y en a pas. Et ce n'est pas l'aggraver que de reconnaître qu'il y a de nombreux points perfectibles dans l'aéronautique militaire.

Par l'expression perpétuelle d'une satisfaction inaltérable, basée d'ailleurs sur des constatations singulièrement hâtives, on endort l'énergie du pays, alors qu'on la vivifie et qu'on la galvanise en proférant, sous une forme modérée, des critiques qui sont fondées, et en affirmant, une fois pour toutes, pour reprendre la formule du communiqué sénatorial, que « le progrès de l'aviation ne saurait être complet », car, par essence, nous ne pouvons obtenir la maîtrise de l'air qu'en perfectionnant, jour par jour, un matériel que, jour par jour, nos ennemis cherchent à surpasser !

On nous écrit :

7.840 tonnes de minerai en panne

Je dois vous signaler un fait éccuriant. Nous avons grand besoin de minerai de fer, et celui du bassin de Briey est particulièrement recherché. Croiriez-vous que dans la partie du Canal de l'Est comprise entre Verdun et Génicourt (20 kilomètres au nord de Saint-Mihiel), sans issue depuis septembre 1914, il y a :

28 péniches de 280 tonnes de minerai du bassin de Briey, soit 7.840 tonnes.

Noté que beaucoup de ces péniches sont abandonnées, le marinier étant mobilisé ou étant sujet boche.

L'ad-mi-nis-tration des ponts et chaussées paie un personnel pour prendre soin de ces cargaisons.

Rien ne s'oppose à l'expédition de ce minerai vers les hauts-fourneaux les plus proches, puisque, à Verdun — depuis la guerre seulement, naturellement — la ligne de l'Est est raccordée

au canal et il y a une grue électrique pour faire le transbordement.

L'Allemagne, partout où c'est possible, elle, organise la liaison avec les derniers perfectionnements, pour un prix de transbordement très minime ; la voie de fer, loin de se voir concurrencée par la voie d'eau, lui doit un accroissement de trafic et réciproquement.

Chez nous, les compagnies, par tous les moyens, s'y opposent.

Il faut qu'après, et même pendant la guerre, les compagnies soient tenues de se prêter et de contribuer à la liaison de l'eau et du fer sur tous les points désignés par des commissions compétentes ; ou bien nous sommes destinés à ne jamais pouvoir lutter contre notre adversaire le plus proche.

Convocation du Conseil municipal

Le préfet de la Seine va convoquer le Conseil municipal de Paris en session extraordinaire pour le 6 mars prochain.

Trois questions seulement sont inscrites à l'ordre du jour : le charbon, le gaz et l'électricité.

LA LUTTE CONTRE L'ALCOOL

Dijon, 19 février. — Dans sa séance d'hier soir, le Conseil municipal de Dijon a donné son approbation aux mesures proposées par la Ligue française contre l'alcoolisme et a décidé d'inscrire la ville de Dijon comme membre fondateur de cette Ligue.

TUETOUT

officiellement adopté par le Ministère de la Marine
Analyse par le Service des Fraudes
Détruit : Poux, Pucelles, Cancres, Cafards, Mites, etc.
Le flacon en boîte postale avec bande de garantie : 1 fr. 25.
Le grand flacon, 2 fr. 75. — BARRE, 6, rue Jules-César, PARIS.

Un service qui coûte cher

Le 10 avril dernier, M. Roche qui se trouvait à Saint-Cloud, au restaurant des Maronniers, proposait dans la soirée à une cliente de cet établissement, Mlle Astorgue, de la ramener dans son automobile à Paris ; celle-ci accepta. Dans le Bois de Boulogne, la voiture fit une embardée terrible et vint donner en pleine vitesse contre un arbre. Mlle Astorgue fut assez grièvement blessée.

Elle avait, à la suite de l'accident dont elle avait été victime, actionné M. Roche en police correctionnelle pour blessures par imprudence. Ce procès ne faisait pas l'affaire du poursuivi, qui ne trouvait rien de mieux que de soulever un de ses amis, M. Dupouy-Lacase, homme dans une situation très précaire et sur lequel les renseignements recueillis sont défavorables.

Ce témoin, à l'audience, est venu, sous la foi du serment, déclarer qu'il se trouvait dans l'automobile au moment où l'accident s'était produit et que l'embardée avait été provoquée par un geste de Mlle Astorgue qui avait brusquement saisi le volant de l'auto pour s'amuser à conduire.

Mais le tribunal n'eut pas de peine, par ses demandes insidieuses, à convaincre M. Dupouy-Lacase d'imposture. Il l'a frappé avec sévérité en lui infligeant une peine de quinze mois d'emprisonnement et cent francs d'amende.

Un cambriolage mouvementé

Le soldat Pinot, évacué du front le 29 mars dernier, pour maladie non contractée dans le service, se disant faussement décoré de la croix de guerre, avait travaillé quelques jours comme garçon boucher au service de M. Hervet, 33, rue du Tir, à Nanterre. L'idée lui vint d'utiliser les loisirs que lui laissait sa convalescence pour cambrioler son patron, qu'il croyait riche. Pour faire son coup, il s'adjoignit deux complices, Plisson et David, il se présentait, en

mai dernier, chez M. Hervet. Les trois malfaiteurs ne trouvèrent à la boucherie que la gardienne, Mme veuve Moniotte, à laquelle Pinot dit qu'il venait chercher des effets laissés dans sa chambre avant la guerre, et il monta. Pendant ce temps, David faisait le guet, et Plisson sautait à la gorge de Mme Moniotte, la bâillonnait et la menaçait d'un revolver chargé.

Le vol accompli par Pinot fut de peu d'importance ; cependant, il s'était emparé d'un coup de poing américain dont il se servit contre Plisson au cours de la lutte que provoqua le partage du maigre butin.

Hier, devant la huitième chambre correctionnelle, Plisson s'est vu infliger un an de prison ; David, trois mois, et Pinot trois ans de la même peine. Ce dernier est un interdit de séjour à la suite d'une condamnation prononcée pour menaces sous condition ; il est donc en état de récidive légale, il a déjà subi six condamnations pour vol et est passible de la relégation.

URODONAL ROY des DIURÉTIQUES



Devant l'URODONAL, roy des Diurétiques, les diurétiques d'autrefois moins actifs, inconstants ou toxiques : la digitale, l'asperge, le chiendent, le fenouil, le lait, l'eau, la queue de cerise, s'inclinent avec respect.

LES CRUES

Bordeaux, 19 février. — Le mauvais temps qui sévit depuis plusieurs jours continue dans la région du Sud-Ouest. La persistance de la pluie a occasionné une crue de la Garonne et de ses affluents.

A la Comédie-Française

La Comédie-Française vient d'ouvrir son bureau de location pour la matinée de gala organisée le 4 mars au bénéfice de l'hôpital de blessés militaires de l'École normale supérieure.

Le public a répondu avec tant d'empressement à l'appel du comité et les inscriptions sont déjà si nombreuses que nous croyons devoir engager les personnes désireuses d'assister à cette belle et exceptionnelle représentation à retenir, sans tarder, leurs places à la Comédie-Française. (Tél. Gut. 02.22.)

POUR LES VICTIMES DE LA GUERRE

Par décision ministérielle en date du 29 octobre 1915, le Vestiaire parisien a été autorisé à délivrer une collection d'effets civils à tous les militaires mutilés et réformés revêtus de leur uniforme (képi, capote ou veste, pantalon et chaussures), tous les jours, 2, rue Antoine-Dubois, de 2 à 5 heures, sauf les dimanches. Le Vestiaire parisien tient en outre à la disposition des administrations publiques et privées, à titre absolument gratuit, des candidats à tous emplois.

Notez ceci :

La deuxième assemblée générale de la Ligue Antialcoolisme aura lieu dimanche prochain à neuf heures et demie à la mairie du IX^e arrondissement, rue Drouot. Les ligues ne seront admis que sur la présentation de leur carte.

LES SPECTACLES

Cet après-midi :

OPERA. — Ouverture de Polyvèle, La Favorite, Faust (5^e acte), Romeo et Juliette, Mlle de Nautin.
COMÉDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 30. — Les Affaires sont les Affaires.
OPÉON. — 2 h. — Le Dépit Amoureux, le Roman d'un Opéra-Comique. — 1 h. 30. — Louise.
SORBONNE. — 3 h. — Matinée nationale.
Même programme que le soir : Th. Réjane, Pa-lais-Royal, Gymnase, Châtelet, Sarah-Bernhardt, Porte-Saint-Martin, Nouvel-Ambigu, Gaité-Lyrique, Bouffes-Parisiens, Grand-Guignol, Apollo, Folies-Bergères, Olympia, Casino, Européen, Ba-Ta-Clan, Gaité-Rochecouart, etc.

Ce soir :

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Primerose.
OPÉRA-COMIQUE. — La Tosca, le ballet de Marouf.
OPÉON. — 7 h. 1/2. — La Vie de Bohème.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.
TH. SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 1/4. — Le Chemineau.
GAITE. — 8 h. 30. — Coralie et Cie.
GYMNASE. — 8 h. 45. — Les Deux Vestales.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Poilu, etc.
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Depuis six mois, l'Impromptu du Paquetage, la Bonne Intention.
PORTE-SAINTE-MARTIN. — 7 h. 3/4. — Anna Karénine.
RENAISSANCE. — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille.
TH. RÉJANE. — 8 h. 30. — Madames Sans-Gêne.
CHATELET. — 7 h. 55. — Les Exploits d'une petite Française.
BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Kil.
NOUVEAU-AMBIGU. — 7 h. 1/2. — La Petite Fonctionnaire.
CLUNY. — 8 h. 15. — Les forfaits de Piperman, les Joies de l'Amour.
TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 1/4. — Les Mousquetaires du Couvreur.
FOLIES-BERGÈRES. — 8 h. 30. — Jusqu'au bout.
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Polin, 30 artistes.
MONCEY. — 8 h. — Si j'étais Roi.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CARNOT. — 8 h. 15. — En franchissant l'Oh ! pardon.
DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé.
L'Expérience du docteur Lorde.
SCALA. — 8 h. 30. — L'Idiot, les Heulets !
CIGALE. — 8 h. 30. — L'Enfer des Revers.
ELDORADO. — 8 h. 15. — La Croquette.
BA-TA-CLAN. — 8 h. 20. — La Dame du Commissaire.
EUROPÉEN. — 8 h. 30. — Pan ! sur les K...boches.
FOUR.
GAITE-ROCHECOUART, EMPIRE, CASINO DE PARIS, NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 30. Attractions.
OMNIA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h.
ARTISTIC-CINEMA PATHE. — 8 h. 30. — Matinées jeudi, dimanche, 2 h. 30.

PILULES FOSTER



Sans rivaux pour : douleurs dans le dos et les membres, courbature, rhumatisme, sciaticque, faiblesse des reins et de la vessie, calculs et troubles urinaires, hydropisie, empoisonnement du sang par l'acide urique, etc.

DANS TOUTES LES PHARMACIES ET PAR POSTE
H. BINAC, pharmacien, 25, r. St-Ferdinand, Paris.
3 fr. 50 la boîte ; 6 pour 10 fr.

MILITAIRES

Vous serez fixés sur toutes les situations, sur tous vos droits et sur ceux de vos familles en lisant le Guide Militaire, 12, avenue de la Grande-Armée, Paris. — 4 fr. — Il explique tout.

Le gerant : ANTOINE KLEINSTEIN.

Imprimerie WELHOFF et ROZIE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

FEUILLETON DE L' « ŒUVRE »
du 20 février 1916

La Captivité

DE
Grand-père

TEXTE ET DESSINS

de
LOUIS MORIN



Malheureux, la guerre !

La vie à Chauny nous fut moins pénible. La maison qui nous était prêtée avait ses portes brisées, mais elle n'avait pas été pillée. Un oubli, sans doute ! Maurice trouva à s'employer pour la ville, moyennant trente-deux sous par jour, — appointements inespérés ! Et une heureuse chance permit que, comme il regardait passer un convoi de prisonniers français, un homme de Moulin



La corvée

lui soufflât au passage, malgré la défense de la garde : « T'as deux vaches à Beumé. »

Le renseignement manquait de détails : il suffisait cependant pour nous lancer sur la route de Blérancourt,



Maurice, sa fille et moi. Là nous trouvâmes en effet les deux plus mauvaises vaches de la ferme. Comment, par quel hasard se trouvaient-elles là en dépôt chez un cultivateur du pays ? C'est ce que nous n'éclaircîmes pas très bien ; le résultat fut que nous ramenâmes l'une d'elles, avec mille difficultés, par des routes encombrées de troupes en marche et d'automobiles. Maurice la vendit au boucher de Chauny, qui alla, quelques jours après, quêrer la seconde. Les affaires reprenaient ! Pauvres affaires !

Notre séjour à Chauny m'a permis quelques observations qui pourront servir aux historiens futurs de cette guerre de sauvages où tous les moyens sem-

blaient bons pour le triomphe du germanisme : en particulier les petites vexations journalières. Sous le bluff de la « Kultur », le peu d'intelligence des Allemands ne leur permet pas d'être diplomates, c'est ce qui causera leur perte. Ils ne doivent pas avoir dans leur collection de sentences, un proverbe analogue à celui qui nous conseille de ne point tenter de prendre des mouches avec du vinaigre.

Ainsi l'église de Chauny fut réclamée par les pasteurs, dont la troupe suivait



Nous ramenâmes l'une d'elles...



Chez le coiffeur

les catholiques, qui attendaient à la porte, patiemment, pouvaient à leur tour venir supplier Celui qui ne les a pas abandonnés de continuer son œuvre de justice et de confondre à tout jamais le peuple des voleurs et des assassins. Rangés de chaque côté de la porte, ils regardaient, impassibles, défilier le général, dont le casque sans couverture flamboyait au soleil, les officiers arrogants, le monoclé à l'œil, et cette toute servile de soldats, si heureux d'exécuter les plus infâmes commandements, et dont la mentalité n'a pas changé depuis 122 ans.

Que veut cette horde d'esclaves ?... chantaient nos volontaires de 92.

(La suite à demain.)